Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

54 | 2017

La part animale du XIX^e siècle

Walter BADIER, *Alexandre Ribot et la République modérée. Formation et ascension d'un homme politique libéral (1858-1895)*

Paris, Institut Universitaire Varenne, « collection des thèses », 2016,
632 p., 45 €

Christophe Voilliot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5241>

DOI : 10.4000/rh19.5241

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2017

Pagination : 226-228

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Walter BADIER, *Alexandre Ribot et la République modérée. Formation et ascension d'un homme politique libéral (1858-1895)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 54 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5241> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5241>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

Walter BADIÉ, *Alexandre Ribot et la République modérée. Formation et ascension d'un homme politique libéral (1858-1895)*

Paris, Institut Universitaire Varenne, « collection des thèses », 2016, 632 p., 45 €

Christophe Voilliot

RÉFÉRENCE

Walter BADIÉ, *Alexandre Ribot et la République modérée. Formation et ascension d'un homme politique libéral (1858-1895)*, Paris, Institut Universitaire Varenne, « collection des thèses », 2016, 632 p., 45 €.

- 1 Intégralement publiée grâce au soutien de la Fondation Varenne, et dotée de riches annexes, la thèse de Walter Badier consacrée à la première partie de la carrière politique d'Alexandre Ribot est de facture classique. S'appuyant principalement sur le fonds Ribot des Archives nationales (563 AP), cette thèse assume son « pari biographique » en repoussant les apories du genre grâce à un effort de contextualisation et une approche pluridisciplinaire qui fait la part belle aux travaux de science politique. L'étude de la trajectoire d'A. Ribot est, il est vrai, un excellent point de départ pour étudier le mouvement de professionnalisation du personnel parlementaire qui caractérise la Troisième République naissante d'une part et l'évolution du libéralisme politique de l'autre.
- 2 La première partie de l'ouvrage retrace les étapes de ce qu'il est possible de qualifier de *cursum honorum*, de la naissance à Saint-Omer, dans une famille bourgeoise, au barreau de Paris en passant par le lycée Bonaparte, la faculté de droit et la conférence du stage. En 1869, il participe avec Paul Jozon à la création de la Société de législation comparée

qui va jouer le rôle d'un « instrument aux mains de la famille libérale à une époque où les controverses institutionnelles et juridiques deviennent centrales dans le débat public » (p. 100). Ribot appartient alors par ses fréquentations et sa pratique professionnelle à l'opposition libérale au régime impérial mais son libéralisme est avant tout « juridique » et, s'il fait partie du comité de soutien à la candidature parisienne de Thiers lors des élections au Corps législatif de 1869, cela ne l'empêche pas d'accepter un poste au sein de la magistrature. C'est sous le patronage de Dufaure que Ribot effectue ses premiers pas dans l'administration gouvernementale en juin 1875 comme directeur des affaires criminelles puis comme secrétaire général du ministère de la justice. Bien que membre du comité des jurisconsultes « républicains », il demeure à l'écart de la crise politique et de la séquence électorale qui commence le 16 mai 1877. Cette prudence tactique va pourtant de pair avec des ambitions parlementaires qui vont le contraindre à faire l'apprentissage des campagnes électorales. Loin d'être un « parachutage » (p. 164), son retour dans le Pas-de-Calais où il est élu en 1878, à la faveur d'une élection partielle dans la circonscription de Boulogne-sur-Mer se traduit par un succès. Alexandre Ribot va cependant éprouver beaucoup de difficultés à appréhender les contraintes pratiques du scrutin d'arrondissement. S'il se fait volontiers le courtier des intérêts locaux, il doit vaincre sa répugnance à intégrer les réseaux de sociabilité qui lui permettent de solliciter directement les électeurs. Écarté de la Chambre des députés en 1885, il doit attendre deux années pour retrouver un siège à la faveur d'une élection partielle dans sa ville natale. C'est par la mise à disposition de biens publics et par structuration de relations de patronage que Ribot devient alors une notabilité qui compte, à même de contrôler le jeu politique local. Ayant acquis une relative indépendance financière par son mariage avec une héritière américaine, il se consacre essentiellement à son activité parlementaire, avec une puissance de travail et une compétence qui lui sont largement reconnues par ses contemporains. Intégré dans la gestion des crises et des combinaisons ministérielles par un positionnement parlementaire habile, il devient ministre des affaires étrangères dans le cabinet formé par Freycinet le 17 mars 1890, premier poste d'une longue série que même sa gestion très « défensive » du scandale de Panama ne parviendra pas à interrompre et qui se poursuivra bien après 1895.

- 3 En conclusion de sa thèse, Walter Badier résume ainsi la trajectoire de Ribot en soulignant sa conformité avec celles des élites de l'époque : « après avoir débuté sa carrière au sein des professions libérales et s'être impliqué dans la sphère intellectuelle, il intègre le champ administratif avant de rejoindre celui du politique » (p. 454). C'est bien plutôt d'un champ politique et de sa genèse dont il est question à travers Ribot, car son apprentissage du métier politique ne se fait pas au sein d'un ensemble de structures figées mais d'institutions naissantes (l'École libre des sciences politiques) ou redéfinies (la Chambre des députés) à la faveur des changements intervenus dans le personnel politique. S'il est vrai que Ribot apparaît au bout du compte comme un « professionnel notabilisé », cette articulation doit beaucoup à des contraintes émergentes dont il fait l'apprentissage (le travail de sollicitation directe des électeurs, le financement des campagnes électorales) et qui donne à la trajectoire parlementaire pour laquelle il était intellectuellement formé l'assise électorale qui lui était indispensable. Peut-on dès lors, en considérant qu'Alexandre Ribot vit de et pour la politique, estimer qu'il est un « homme politique total » (p. 459) comme le fait l'auteur ? La formule est audacieuse et dissimule peut-être l'originalité du phénomène observé : une adaptation réussie à des structures émergentes et en voie

d'autonomisation (le champ politique) dont il devient un agent essentiel au point de s'en faire le défenseur et d'apparaître, aux yeux de ses détracteurs, comme un défenseur du *statu quo*. Ce succès au présent s'est avéré de courte durée, suffisamment long pour lui permettre de « faire carrière », mais pas assez pour ne pas apparaître de son vivant comme un « homme du passé » (p. 467).